

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

André, P., Delisle, C.E., Revéret, J.-P., et Sène, A. (1999) *L'évaluation des impacts sur l'environnement. Processus, acteurs et pratique*. Montréal, Presses internationales Polytechnique, 416 p. (ISBN 2-553-00721-3)

par Florent Joerin

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 44, n° 122, 2000, p. 239-240.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022905ar>

DOI: 10.7202/022905ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

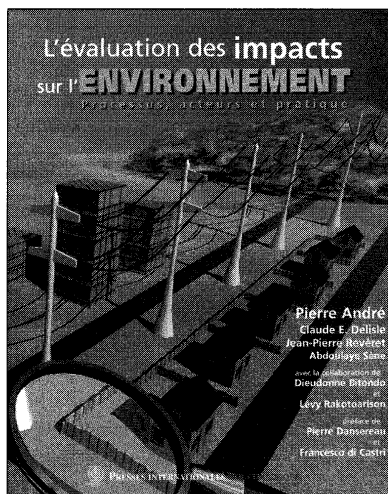
ANDRÉ, P., DELISLE, C.E., REVÉRET, J.-P. et SÈNE, A. (1999) *L'évaluation des impacts sur l'environnement. Processus, acteurs et pratique*. Montréal, Presses internationales Polytechnique, 416 p. (ISBN 2-553-00721-3)

L'évaluation des impacts sur l'environnement (ÉIE) est une démarche compliquée et complexe. Le compliqué concerne les multiples aspects scientifiques liés, par exemple, à la chimie de l'air ou des sols, à la botanique ou à la faunistique. Ces aspects sont très spécialisés et ils changent grandement d'une étude à l'autre. Il serait donc vain de tenter d'en faire un tour d'horizon complet et pratique. Le manuel de l'évaluation environnementale n'existera probablement jamais.

La partie complexe de l'ÉIE touche notamment le rôle des nombreux acteurs concernés par le projet étudié. Ces acteurs sont évidemment différents de cas en cas, mais si on les considère par catégories, les dynamiques délicates de l'évaluation environnementale suivant des schémas généraux assez réguliers. L'ouvrage de Pierre André, Claude E. Delisle, Jean-Pierre Revéret et Abdoulaye Sène, *L'évaluation des impacts sur l'environnement*, met l'accent sur cette composante essentielle de l'ÉIE.

Le premier chapitre fournit une description complète et fondatrice du domaine. Les définitions claires et intéressantes qui y sont données sont reprises dans l'ensemble de l'ouvrage. Le chapitre suivant fournit la démarche générale de ce type d'étude. Cette démarche résulte d'une généralisation des procédures en vigueur dans différents pays de la francophonie. Le lecteur a ainsi l'occasion de se distancer d'une vision simplement administrative ou juridique de l'évaluation environnementale, pour en saisir les grandes étapes fondamentales, qu'elles soient reprises ou non dans le contexte juridique de son pays. À la fin de ces deux chapitres, un premier tour d'horizon de l'évaluation des impacts sur l'environnement est déjà bouclé. L'essentiel est dit, mais a-t-on pour autant saisi les enjeux de ce type d'étude?

Certainement pas, car, comme les auteurs le montrent clairement, les enjeux de l'ÉIE se situent en grande partie au niveau de ses acteurs. Sans craindre la simplification, la situation est la suivante : le maître d'ouvrage défend ses intérêts dans la réalisation d'un projet et conçoit souvent l'ÉIE comme un obstacle procédural. Le public se montre, suivant les cas, très actif en faveur ou en défaveur du projet. En utilisant les médias et les voies juridiques ou administratives, il a généralement la capacité de faire entendre son point de vue. Le décideur doit s'assurer de la pertinence scientifique et sociale de l'ÉIE. Notons aussi que ses propres intérêts constituent parfois une entrave à la position neutre qu'il est sensé adopter. Finalement, les acteurs internationaux qui peuvent contribuer au



financement du projet ont quelquefois une attitude ambiguë en poussant, d'une part, pour la réalisation du projet et, d'autre part, pour la prise en compte, plus ou moins rigoureuse, des impacts sur l'environnement. Chacun de ces quatre acteurs majeurs de l'ÉIE est décrit avec détail dans sa composition et dans son rôle dans les chapitres 3 à 6.

Logiquement, le chapitre 7 aborde ensuite l'intéressante question de la participation publique, en mettant l'accent sur un modèle de communication. Le chapitre 8 offre un bref panorama des méthodes et outils utiles à l'ÉIE. Le chapitre 9, traitant des aspects plus pratiques, fait écho au chapitre 2 et ferme ainsi ce parcours dans le domaine de l'ÉIE. En guise de conclusion, le dernier chapitre explore l'avenir des ÉIE.

En résumé, un large public trouvera son compte dans la lecture de cet ouvrage. En particulier, les scientifiques concernés par l'évaluation environnementale auront ainsi l'opportunité d'élargir leur compréhension de la dynamique sociale de ce type d'étude. Paradoxalement, l'envergure du public visé constitue aussi un point faible de ce document. En ne focalisant pas sur un lecteur type, les auteurs ont pris le risque de diluer les parties les plus intéressantes. En conséquence, cet ouvrage restera peut-être pour certains un livre à consulter, plutôt qu'à lire de bout en bout.

**Florent Joerin**

Centre Universitaire d'Écologie Humaine  
Université de Genève

BENJAMIN, Didier et GODARD Henry (1999) *Les outre-mers français : des espaces en mutation*. Gap, Éditions Ophrys, 267 p. (ISBN 2-7080-0916-8)

Les outre-mers français sont actuellement l'objet d'un grand intérêt s'exprimant tant au niveau local que national autour des trois problématiques complémentaires que sont celles du développement autonome, de l'identité culturelle et du statut politique. Après les accords de Nouméa en 1998 pour la Nouvelle-Calédonie et la révision la même année de la loi de 1984 portant sur la Polynésie française, une série de rapports en 1999 (notamment Mossé, Lise-Tamaya et Fragonard) et un accord sur l'avenir politique de Mayotte (janvier 2000), le gouvernement français prépare actuellement une loi d'orientation devant renouveler les relations entre la République et ses outre-mers.

